

BUDGET LECORNU : COMBATTONS UN PROJET AU SERVICE DES ULTRA-RICHES !

Le gouvernement Lecornu a dévoilé son projet de budget 2026. Sous prétexte de « faire des économies » pour « maîtriser les dépenses publiques », il propose un plan d'austérité qui n'a qu'une seule ligne directrice : faire payer la crise aux travailleurs et travailleuses, aux retraité·es, aux jeunes, aux plus précaires, aux privé·es d'emploi, aux étudiant·es... C'est non !

**Il n'y a pas d'économies
sur nos vies !**

Si la mobilisation a payé en obtenant l'abandon de plusieurs mesures, dont la suppression de deux jours fériés, **le budget 2026 contient encore de nombreuses mesures inacceptables** copiées-collées du projet Bayrou.

Un autre choix de société est possible

Ce que nous défendons, ce sont des vies dignes. Des écoles qui accueillent toutes et tous les enfants dans de bonnes conditions. Des hôpitaux qui soignent sans délai et des soignant·es dont les conditions de travail sont respectées. Des transports accessibles et écologiques. Des services publics accessibles sur tout le territoire. Des retraites et des allocations chômage décentes. Des salaires qui permettent de vivre et non survivre. **L'argent existe pour financer tout cela. Il est dans les caisses du patronat et dans les poches des actionnaires.**

Continuer la mobilisation

Face à un gouvernement au service des puissants, notre force, c'est notre nombre. Le premier recul du gouvernement sur la réforme des retraites montre que **nos mobilisations changent les choses**. Il nous faut les poursuivre pour aller au bout de la logique de la suspension en obtenant l'abrogation de la réforme des retraites et imposer un budget de justice fiscale, sociale et environnementale.

Union
syndicale
Solidaires



LE RETOUR DU MUSÉE DES HORREURS

- **maintien de l'année blanche** : Avec l'inflation de 1,4 % prévue, c'est-à-dire la baisse des pensions de retraites et des prestations sociales notamment essentielles aux plus précaires.
- **gel des salaires dans la Fonction publique** : Avec l'inflation de 1,4 % prévue pour 2026, le gel du salaire dans la FP signifie que les salaires des agent·es de la fonction publique baisseront. Depuis 20 ans, ils ont baissé de 23 % en euros constants !
- **gel du barème de l'impôt sur le revenu** : concrètement c'est 200 000 personnes jusque-là non imposables qui seraient soumises à l'impôt lorsque les milliardaires continuent à y échapper largement.
- **Augmentation de l'impôt pour la majorité de la population** avec certaines "niches fiscales" supprimées comme l'abattement des 10% des retraité·es, la suppression de la réduction d'impôt pour "frais de scolarité", fiscalisation des revenus des étudiant·es...
- **doublément des franchises médicales** : augmentation du reste à charge sur les médicaments et consultations, doublement du plafond des franchises : nous refusons les économies sur notre santé.
- **remise en cause des ALD** : les indemnités journalières des malades en affection longue durée deviendraient imposables. Un impact important sur des millions de personnes, et en particulier celles et ceux souffrant de certains handicaps.
- **suppression de 3119 postes d'agents publics** : alors que de nombreuses classes sont sans enseignant·es et que les hôpitaux sont à l'os c'est affaiblir encore plus nos services publics qui sont le bien de celles et ceux qui n'ont rien.
- **la baisse du budget de tous les services publics** : l'accès à de nombreux services publics sera fortement dégradé pour l'ensemble de la population; certains seront même probablement fermés.

C'est 30 milliards d'économies sur le dos des salarié·es, retraité·es et malades quand le patronat reçoit 211 milliards !